

Zeitschrift: Revue Militaire Suisse
Herausgeber: Association de la Revue Militaire Suisse
Band: 144 (1999)
Heft: 4

Artikel: Eurosatory 1998 : du côté du marché de l'armement
Autor: Curtenaz, Sylvain
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-348687>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 29.03.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Eurosatory 1998

Du côté du marché de l'armement¹

Depuis 1992, date à laquelle la RMS s'est intéressée de près à Eurosatory, nous avons souvent, sinon à chaque fois, évoqué la morosité d'un marché touché de plein fouet par le coût toujours moins supportable de ses produits, et l'incertitude quant à l'image de l'adversaire héritée de la chute du Mur de Berlin.

■ Cap EMG Sylvain Curtenaz

Certains ont su réagir plus vite que d'autres. Aux Etats-Unis, les industriels, avec le soutien actif de l'Etat, ont réduit le nombre d'entreprises et opéré des concentrations par secteurs, qui leur ont permis de se maintenir sur un marché qu'ils dominent à près de 60%². De l'autre côté, les anciens pays communistes ont vite compris que la vente d'armements était source de devises et que la large distribution de matériels, entre-temps devenus plus ou moins obsolètes, aux vassaux de l'ancien Empire soviétique, offrait des possibilités intéressantes dans les domaines de la maintenance, du retrofit ou, plus simplement, de l'échange. La Chine, qui se profile comme l'un des grands marchands d'armes à bon marché de la planète, leur a montré la voie. Les Européens, handicapés par la taille de leurs industries et le protectionnisme d'Etats peu enclins à brader un patrimoine indissociable de l'histoire natio-



Le Leclerc sur les Champs-Élysées: l'engagement du char de combat dans un conflit de basse intensité pourrait devenir un acte politique (Photo: GIAT Industries).

nale, peinent à garder leur place, en dépit de produits de bonne qualité, mais fabriqués en trop petites séries.

La solution réside bien évidemment, pour les Européens, dans l'union et le développe-

ment en commun de produits. C'est la fameuse *Europe de l'armement* dont il a aussi été beaucoup question dans nos colonnes.

Un nouveau pas dans la collaboration a été franchi avec la

¹Les lecteurs intéressés par ce sujet consulteront le N° 61, mars 1998, de L'Armement, le N° 5, mai 1998, de Défense Nationale, ainsi que l'ouvrage de J.-L. Scaringella: Les Industries de défense en Europe. Paris: Economica, 1998.

²Trois grands groupes ont ainsi été créés, qui ont réalisé un chiffre d'affaires dans le secteur défense de 60 milliards de dollars en 1997: Lockheed Martin Loral/Northrop Grumman, Boeing/McDonnell Douglas, Raytheon/Hughes/Texas Instruments.

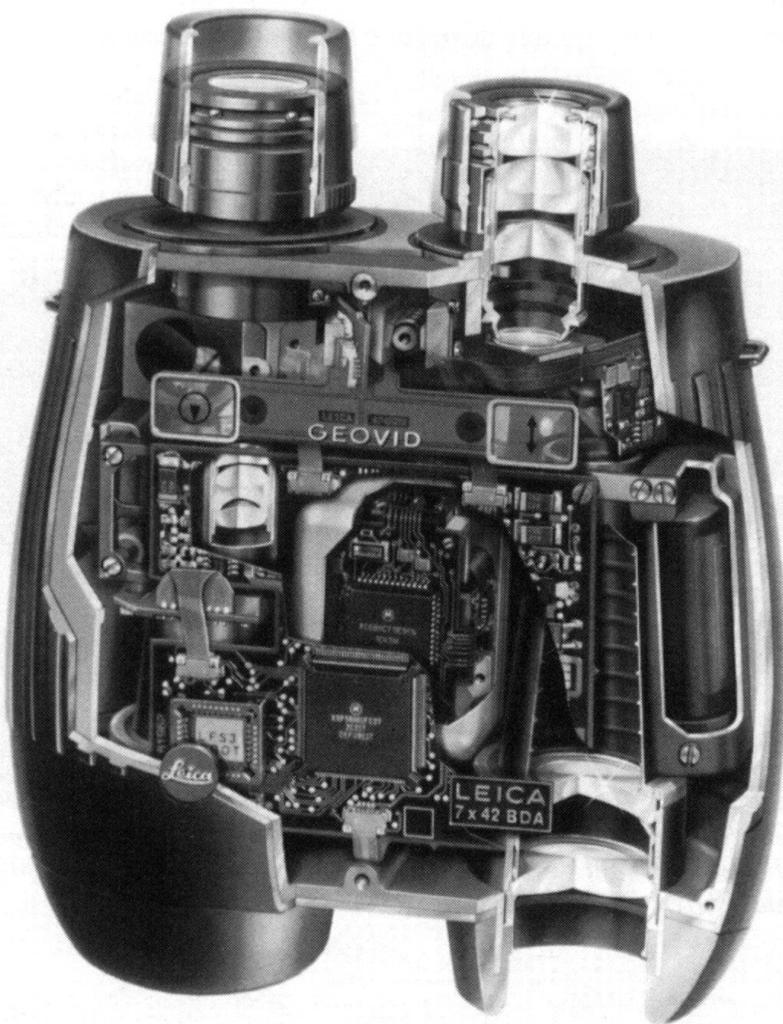
création de l'OCCAR, Organisation Conjointe de Coopération en Armement, en novembre 1996. Ce projet a reçu un coup de fouet avec l'accord du 9 décembre 1997 des Etats français, allemand et britanni-

que de regrouper les activités aéronautiques civiles et militaires d'Aerospatiale, Dasa et Bae³. Ce modèle de décision étatique influençant l'industrie privée ouvre des perspectives nouvelles en Europe⁴.

Vers un nouveau tissu industriel en Europe

L'OCCAR regroupe la France, l'Allemagne, l'Italie et la Grande-Bretagne. Elle est constituée d'un organe décisionnel, le *Conseil de surveillance*, et d'un organe exécutif, l'*Administration d'exécution*, chargés de définir les politiques et de conduire les programmes. L'OCCAR se veut une structure ouverte, fondée sur des principes de coopération et d'acquisition communs. Tous les partenaires ne participent pas à l'ensemble des programmes, à l'exemple de l'hélicoptère de combat franco-allemand *Tigre*, ou de l'obusier blindé *PzH 2000*.

Les principes généraux de l'OCCAR sont l'établissement d'une complémentarité industrielle et technologique, le renoncement au calcul du «juste retour» programme par programme au profit d'un calcul sur plusieurs années, tous programmes confondus, la constitution d'équipes intégrées et transnationales, soit le remodelage du tissu industriel européen à partir de programmes issus des besoins exprimés par plusieurs Etats. Mais l'OCCAR ne pourra donner sa pleine mesure que lorsque les Etats se seront mis d'accord sur des engagements budgétaires contrai-



Les produits font toujours plus appel à une technologie de pointe. Ici une coupe des jumelles GEOVID de Leica (Photo: Leica Geosystems AG).

³Le 22 juillet 1998, Aerospatiale a été privatisée à l'issue d'un mariage avec le groupe Matra Hautes Technologies, ce qui devrait en faire le cinquième groupe mondial dans le domaine de l'aviation, des missiles et de l'électronique, derrière Boeing, Lockheed Martin, Bae et Raytheon. De plus, les deux principaux fabricants de missiles européens, Aerospatiale et Matra Bae Dynamics, vont ainsi désormais travailler ensemble, ce qui renforcera leur présence sur le marché.

⁴L'industrie européenne vit à son tour à l'heure des regroupements. Les moyens de transmission de notre armée par exemple proviennent désormais en grande partie d'un seul groupe, Thomson-CSF, qui produit le PR4G et Alcatel, qui produit les moyens de transmission par ondes dirigées, s'étant alliés.

gnants et exprimeront des besoins en tous points communs.

L'intégration prévue de l'OCCAR dans la structure de l'UEO a pour but de lui donner une personnalité juridique. Organe supra-étatique, elle pourrait traiter ainsi directement avec les demandeurs et les fournisseurs.

L'intégration est un processus jugé désormais incontournable, surtout dans le domaine des armements terrestres, le moins « dual » de tous, où la panoplie des moyens s'est élargie pour faire face aux besoins issus des nouvelles menaces et à la projection universelle des forces. Moins de moyens, mais plus diversifiés, et recourant toujours plus à une technologie avancée. Gagner la bataille des coûts est une gageure qui nécessite une nouvelle approche de la production. Ainsi, comme le souligna P. Poquin, président du GICAT, lors de sa conférence de presse à Eurosatory 98,



De nouvelles idées pour répondre à la nouvelle palette de menaces : le Five-Seven® (Photo: FN Herstal).

l'OCCAR se nourrit-elle de programmes, et ces programmes nourrissent des restructurations rendues possibles par la privatisation des industries.

Tous ces efforts n'ont d'autre but que de créer un marché domestique suffisant pour asseoir

la compétitivité des industries européennes, leur permettre de ne pas se laisser distancer technologiquement, de faire face à la concurrence et d'établir les bases durables d'une capacité réelle d'exportation. L'effort doit venir des Etats, comme des industriels qui doivent rechercher les moyens de produire par-delà les frontières nationales.

Cela passe aussi par l'intégration des utilisateurs potentiels au développement des produits. L'exercice interarmes « Eole », qui s'est déroulé en juin 1998 montre la voie.

« Eole » : test et vitrine

« Eole » est un exercice conjoint de maintien de la paix où sont engagées les forces armées de la France, de l'Espagne, de l'Italie et du Portugal. L'exercice 1998 étant organisé



VAB VMO, véhicule de maintien de l'ordre (Photo: GIAT Industries).



Oser l'originalité: le Skyshield 35 d'Oerlikon-Contraves lors d'une séance de tir (Photo: Oerlikon-Contraves Defence).

par la France, la DGA y a vu l'occasion de tester à l'échelle 1:1 des produits en cours de développement ou existants, en

les intégrant dans un réseau de commandement multinational.

Le «poste de commandement des forces armées multinationales» résulte des efforts

conjointes des services de la DGA et des industriels pour la mise en œuvre intégrée des programmes *SICA* (Système d'information et de commandement des armées), *Syracuse II* (télécommunications par satellite), *RITA valorisé* (réseau tactique de communications de l'Armée de Terre; amélioration du système 1G en service depuis 1982), *MTBA* (Moyens de télécommunication des bases aériennes) et *Hélios*, le satellite militaire d'observation optique. «Eole» a ainsi servi de test et de vitrine industrielle, permettant à la DGA de se positionner en vue de la mise en place souhaitée d'un réseau européen de centres d'expertise et d'essais.

La recherche du profit est un puissant moteur. Reste à trouver les marchés. La concurren-

«GTK/MRAV/VBCI», un projet victime de la discorde européenne

Les Européens ont besoin, au début du siècle prochain, d'un nouveau véhicule de transport de troupes pour les uns, de combat d'infanterie à roues pour les autres. Partant de ce postulat, deux groupes se sont formés et ont présenté, en 1994, 1996 et 1998, des maquettes et des démonstrateurs. Le vainqueur a été désigné début 1998. Il s'agit de Eurokonsortium, groupe constitué de Krauss-Maffei, Wegmann, MaK, GKN et GIAT Industries qui l'a emporté contre TEAM (Kuka, Henschel, Vickers Defence Systems, Alvis, Panhard). Reste maintenant à décider qui va acheter combien de quel matériel, des trois pays engagés et de la Hollande qui a exprimé son intérêt. La décision finale restera politique. Ce projet est en effet exemplaire des dégâts que peuvent provoquer les susceptibilités nationales, les comptes se réglant à tous les niveaux, jusqu'à et y compris la presse spécialisée, le «prestigieux» savoir-faire «de la méthode Coué, une réalité historique ou même contemporaine»⁵ !

Quant à la firme Vickers, elle a attaqué les gouvernements anglais et allemand pour non respect des procédures d'appel d'offre, une opération qui pourrait, par effet de représailles, coûter le marché du *Super Fuchs* à Kuka Henschel...

Le *GTK/MRAV/VBCI* est un véhicule de la catégorie des 30 tonnes. Sa longueur est d'environ 7880mm, pour une largeur de 2990 mm, et une hauteur de la caisse de 2376 mm. Le rayon d'action est de 1100 km. 11 hommes équipés y prennent place. L'entrée en service est prévue, en Allemagne, pour 2004.

⁵Ferrard, Stéphane: «GTK/MRAV/VBCI: trop de dévers», In: Daily, N° 4, 5.6.1998 (Eurosatory Official Show Daily).

ce s'annonce rude en Europe elle-même ainsi qu'au Moyen-Orient, moindre en Asie. La diminution des budgets militaires est à l'inverse de la courbe des prix. Les armées ont de plus en plus besoin de moyens de surveillance et d'alarme, de moyens de transmissions permettant la conduite du combat en temps réel, alors que les missions primaires de dissuasion et de contrôle du terrain subsistent. Peu d'Etats sont prêts à renoncer au char de combat blindé. Mieux encore, son emploi, sous le seuil des hostilités ou dans des conflits de basse intensité, prend l'allure d'un acte politique⁵.



Projet GTK/MRAV/VBCI: le démonstrateur indépendant Renault X8A (Photo: Renault).

L'évolution même de l'image de la guerre est un défi per-

manent pour les ingénieurs et les planificateurs: elle semble prendre la direction de conflits localisés, extrêmement violents, échappant à toutes les règles de mesure en vigueur dans les pays occidentaux (crime organisé pour soutenir l'effort de guerre, terrorisme et chantage pour attirer l'attention des Etats, migrations, manipulation des ONG, etc) et aux conséquences dépassant les frontières géographiques.



Le démonstrateur Vextra continue d'étonner par sa remarquable mobilité dans le terrain (Ici avec tourelle TML 105 OTAN, apte au tir en marche. La motorisation de la tourelle est un produit SIG). (Photo: GIAT Industries).

Eurosatory 2000 verra concrétisée cette évolution dans les produits présentés. Mais quelle sera la place des industries suisses, notamment de nos entreprises fédérales nouvellement privatisées, dans cette architecture européenne ?

S. Cz (septembre 1998)

⁵ « Questions au général d'armée Mercier, chef d'état-major de l'Armée de terre », In: GIAT Magazine, N° 32, 1997.